

Unité départementale du Littoral
Rue du Pont de Pierre
CS 60036
59820 GRAVELINES

GRAVELINES, le 14/11/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/10/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CL DUNKERQUE

Port 7255
7255 route du Cap Horn
59630 Bourbourg

Références : H:_Commun\2_Environnement\01_Etablissements\Equipe_G1\CL DUNKERQUE_(ex_CLAREBOUT)_Saint-Georges-sur-l'Aa_0003802000\2_Inspections\2023 10 11 TAR\
Code AIOT : 0003802000

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/10/2023 dans l'établissement CL DUNKERQUE implanté Port 7255 7255 route du Cap Horn 59630 Bourbourg. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite se déroule dans la phase de démarrage des tours aéro-réfrigérantes, alors que le site n'est pas encore en phase de production.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CL DUNKERQUE (ex Clarebout)
- Port 7255 7255 route du Cap Horn 59630 Bourbourg
- Code AIOT : 0003802000
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le chantier de construction pour l'exploitation d'une unité de transformation de pommes de terre n'est pas totalement finalisé. La production n'a pas débuté mais quelques utilités sont en fonctionnement, notamment les TARs et le système de refroidissement à l'ammoniac.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Gestion de la prolifération des légionelles

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
1	Personne référente et formation des personnes en charge de la tour	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 23
2	Présence et conformité de l'analyse méthodique des risques	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.1.
3	Plans de surveillance, d'entretien et stratégie de traitement	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.1.b.
4	Procédure en cas de dépassement des 100 000 UFC/L	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.II.1.
5	Consignes d'exploitation - Entretien préventif et surveillance de l'installation	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26- I- 3- f

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site est en phase de démarrage, l'exploitant doit s'assurer de l'exhaustivité de ses procédures et de leur complétude au regard de la réglementation et des spécificités de ses installations. Cette première visite sur les TARs, effectuée de manière inopinée est l'occasion d'ajuster les consignes d'exploitation et de clarifier certaines procédures.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Personne référente et formation des personnes en charge de la tour

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 23
Thème(s) : Risques chroniques, Dispositions d'exploitation
Prescription contrôlée : L'exploitant désigne nommément une ou plusieurs personnes référentes ayant une connaissance de la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients que son exploitation induit, des produits utilisés ou stockés dans l'installation et des dispositions à mettre en œuvre en cas d'incident. L'exploitant s'assure que cette ou ces personnes référentes ainsi que toute autre personne impliquée directement ou indirectement dans l'exploitation de l'installation, y compris le personnel d'une entreprise tierce susceptible d'intervenir sur l'installation, sont formées en vue

d'appréhender selon leur fonction le risque de dispersion et de prolifération des légionelles associé à l'installation. Ces formations sont renouvelées périodiquement, et a minima tous les cinq ans, de manière à s'assurer que les personnels soient informés de l'évolution des connaissances en matière de gestion de ce risque.

Ces formations portent a minima sur :

- les conditions de prolifération et de dispersion des légionelles ;
- les moyens préventifs, correctifs et curatifs associés (y compris caractéristiques et stratégie d'utilisation des produits de traitement, et moyens de surveillance) ;
- les dispositions du présent arrêté.

En complément, une formation spécifique portant sur les modalités de prélèvement d'échantillons en vue de l'analyse de la concentration en *Legionella pneumophila* est dispensée aux opérateurs concernés.

Un plan de formation rassemblant les documents justifiant la formation des personnels est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Il comprend :

- les modalités de formation, notamment fonctions des personnels visés, descriptif des différents modules, durée, fréquence ;
- la liste des personnes intervenant sur l'installation, précisant fonction, types de formation, suivies, date de la dernière formation suivie, date de la prochaine formation à suivre ;
- les attestations de formation de ces personnes.

Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas l'accès libre aux installations.

Constats :

Dans le document intitulé "Gestion des TARs" est indiqué que :

- Le service Utilités a la responsabilité de la conduite de l'installation, de sa surveillance et de la tenue des documents associés.
- Le service SSE a la responsabilité du suivi réglementaire associé aux TAR et des déclarations aux autorités compétentes des résultats des contrôles réalisés.
- Le service SSE après information de la direction, a la responsabilité d'informer l'inspecteur des Installations Classées en cas de dépassement des valeurs limites de 1 000 UFC/litre.
- Le service Maintenance a la responsabilité d'organiser, de réaliser ou de faire réaliser les interventions préventives suivant le plan de maintenance établi et curative selon le degré d'urgence.

Monsieur Anthony Filbien, Manager Utilités est le référent de l'installation. L'exploitant a transmis une attestation de stage, et un programme de formation en provenance de la société ITENOR, au nom de M. Filbien.

L'exploitant transmettra sous 15 jours, à l'inspection, l'attestation de formation de M. Filbien, sur le risque de dispersion et de prolifération des légionelles associé à l'installation, ainsi que les attestations de formation de toutes les autres personnes impliquées directement ou indirectement (service Utilités, service Maintenance) dans l'exploitation de l'installation.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Présence et conformité de l'analyse méthodique des risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.1.
Thème(s) : Risques chroniques, Entretien préventif et surveillance de l'installation
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>a) Une analyse méthodique des risques de prolifération et de dispersion des légionelles [AMR] est menée sur l'installation. Cette analyse consiste à identifier tous les facteurs de risques présents sur l'installation et les moyens de limiter ces risques. Certains facteurs de risques peuvent être supprimés par la mise en œuvre d'actions correctives. D'autres sont inévitables et doivent faire l'objet d'une gestion particulière, formalisée sous forme de procédures, rassemblées dans les plans d'entretien et de surveillance décrits au point b ci-dessous.</p> <p>L'AMR analyse de façon explicite les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">— la description de l'installation et son schéma de principe, ses conditions d'aménagement ;— les points critiques liés à la conception de l'installation ;— les modalités de gestion des installations de refroidissement, les différents modes de fonctionnement et configurations hydrauliques de l'installation : conduite en fonctionnement normal ou intermittent, arrêts complets ou partiels, redémarrages, interventions relatives à la maintenance ou l'entretien, changement dans le mode d'exploitation, incidents, etc. ;— les situations d'exploitation pouvant conduire à un risque de concentration élevée en légionelles dans l'eau du circuit de refroidissement, notamment les éventuelles mesures compensatoires dont l'installation peut faire l'objet au titre des point I-2 c et II-1 g du présent article. <p>Dans l'AMR sont analysés les éventuels bras morts de conception ou d'exploitation, et leur criticité évaluée notamment en fonction de leur volume et du caractère programmé ou aléatoire du passage en circulation de l'eau qu'ils contiennent. Le risque de dégradation de la qualité d'eau dans le circuit d'eau d'appoint est également évalué.</p> <p>Cet examen s'appuie sur les compétences de l'ensemble des personnels participant à la gestion du risque de prolifération et de dispersion des légionelles, y compris les sous-traitants susceptibles d'intervenir sur l'installation, par exemple pour la conduite, la maintenance ou le traitement de l'eau.</p> <p>Sur la base de l'AMR sont définis :</p> <ul style="list-style-type: none">— les actions correctives portant sur la conception ou l'exploitation de l'installation à mettre en œuvre pour minimiser le risque de prolifération et de dispersion des légionelles, moyens mis en œuvre et les échéances de réalisation associés ;— un plan d'entretien et un plan de surveillance adaptés à la gestion du risque pour l'installation ;— les procédures spécifiques d'arrêt et de redémarrage, telles que définies au point c ci-dessous. <p>En cas de changement de stratégie de traitement, ou de modification significative de l'installation, ou encore dans les cas décrits aux points II-1 et II-2 b, et a minima une fois par an, l'analyse méthodique des risques est revue par l'exploitant, pour s'assurer que tous les facteurs de risque liés à l'installation sont bien pris en compte, suite aux évolutions de l'installation ou des techniques et des connaissances concernant les modalités de gestion du risque de dispersion et de prolifération des légionelles.</p> <p>La révision de l'AMR donne lieu à une mise à jour des plans d'entretien et de surveillance et à la planification, le cas échéant, de nouvelles actions correctives. Les conclusions et éléments de cette révision sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>

Constats :

Deux analyses méthodiques des risques de prolifération et de dispersion des légionelles [AMR] sont menées sur l'installation.

Une pour la tour refroidissant les circuits eau glycolée, huiles et compresseurs ammoniac, l'autre pour les 7 tours de refroidissement de l'ammoniac.

Les AMR ont été élaborées par l'APAVE et finalisées le 29/09/2023 et validées par l'exploitant.

L'AMR s'appuie sur un fonctionnement des tours en eau de canal adoucie produite par le GPMD, puis dégrillage et filtration avec sur site : filtration, UF, adoucisseurs, osmose inverse, et désinfection.

Pour le moment, les tours sont alimentées en eau de ville adoucie. L'exploitant indique que cela est conforme aux prescriptions du constructeur pour le démarrage des tours (tours neuves : étape de la passivation). La deuxième phase transitoire consiste à passer en eau de canal (eau industrielle) dès que le réseau sera finalisé.

Il s'agit d'une phase transitoire décrite dans la Fiche de Stratégie de Traitement et intégrée dans l'AMR.

Dans l'AMR sont examinés :

L'eau du circuit,

L'état des surfaces,

L'hydraulique,

Les fonctions support.

On retrouve la description de l'installation et son schéma de principe, ses conditions d'aménagement.

Des axes d'amélioration sont proposés en annexe 4 de l'AMR. L'exploitant doit les intégrer dans un plan d'action en indiquant les moyens mis en œuvre et les échéances de réalisation associés.

Le plan d'action sera transmis à l'inspection sous 15 jours.

Certaines actions sont déjà réalisées suite à l'inspection, notamment le marquage des points de prélèvement des échantillons d'eau pour les analyses légionelle.

Il conviendra que l'exploitant confirme sous 15 jours que l'eau d'appoint des tours aéroréfrigérantes sera l'eau issue de la station de traitement des eaux résiduaires du site comme prévu dans la demande d'autorisation environnementale initiale. A défaut, il conviendrait de déposer un porter-à-connaissance pour signaler cette modification.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Plans de surveillance, d'entretien et stratégie de traitement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.1.b.

Thème(s) : Risques chroniques, Entretien préventif et surveillance de l'installation

Prescription contrôlée :

b) Les plans d'entretien et de surveillance visent à limiter le risque de prolifération et de dispersion de légionelles via la ou les tours. Ils ont notamment pour objectif de maintenir en permanence la concentration des *Legionella pneumophila* dans l'eau du circuit à un niveau inférieur à 1 000 unités formant colonies par litre d'eau. Ces plans concernent l'ensemble de l'installation, en particulier toutes les surfaces de l'installation en contact avec l'eau du circuit où pourrait se développer le biofilm. Ces plans sont mis en œuvre sous la responsabilité de l'exploitant.

Le plan d'entretien définit les mesures d'entretien préventif de l'installation visant à réduire, voire à supprimer, par des actions mécaniques ou chimiques, le biofilm et les dépôts sur les parois de l'installation et à éliminer, par des procédés chimiques ou physiques, les légionelles libres dans l'eau de l'installation en amont des points de pulvérisation. Pour chaque facteur de risque identifié dans l'AMR, une action est définie pour le gérer. Si le niveau de risque est jugé trop faible pour entraîner une action, l'exploitant le justifie dans l'AMR.

Une fiche décrivant et justifiant la stratégie de traitement préventif de l'eau du circuit adoptée par l'exploitant, telle que décrite au point 2 du présent article, est jointe au plan d'entretien.

Le plan de surveillance précise les indicateurs de suivi mis en place pour s'assurer de l'efficacité des mesures préventives mises en œuvre, tels que définis au point 3 du présent article. Il précise les actions curatives et correctives immédiates à mettre en œuvre en cas de dérive de chaque indicateur, en particulier en cas de dérive de la concentration en *Legionella pneumophila*. La description des actions curatives et correctives inclut les éventuels produits chimiques utilisés et les modalités d'utilisation telles que les quantités injectées.

Les modalités de mise en œuvre de l'ensemble des mesures prévues dans les plans d'entretien et de surveillance sont formalisées dans des procédures. En particulier, chacune des situations de dépassement de concentration en *Legionella pneumophila* décrite au point II du présent article fait l'objet d'une procédure particulière.

Les cas d'utilisation saisonnière et de fonctionnement intermittent sont analysés dans l'AMR et font l'objet de procédures adaptées dans le plan d'entretien et de surveillance. L'exploitant assure une gestion continue du risque de prolifération et de dispersion des légionelles à partir du moment où le circuit est en eau, au même titre qu'une installation fonctionnant en continu. Il s'assure de l'efficacité des actions préventives mises en œuvre, notamment en regard des objectifs de concentration en *Legionella pneumophila*.

Constats :

Les principaux paramètres physico-chimiques suivis au plan de surveillance sont : pH, TH, chlore libre, ECO film (oxyde de carbone modifié, une technologie conçue pour assurer une protection complète contre le dépôt (calcaire) et contre la corrosion dans les circuits ouverts des eaux de refroidissement à recirculation, et ce, sans l'utilisation de phosphore ou de matières polluantes).

L'exploitant a défini la valeur cible de chaque paramètre, cependant, les valeurs d'alerte et d'action ne sont pas clairement définies (elles se situent en dehors des valeurs cibles).

Pour le paramètre micro-biologique des Légionelles *Pneumophila*, la valeur cible est inférieure à 1 000 UFC/L. Les valeurs d'alerte et d'action ne sont pas définies au plan de surveillance.

L'exploitant transmettra sous 15 jours, à l'inspection, son plan de surveillance complété des valeurs d'alerte et des valeurs d'action, pour chaque paramètre surveillé. Pour chaque valeur d'action, sera associée l'action à réaliser.

Le plan d'entretien n'est pas vérifié par l'inspection.

Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Procédure en cas de dépassement des 100 000 UFC/L

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.II.1.
Thème(s) : Risques chroniques, Consignes d'exploitation
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>1. Actions à mener si les résultats provisoires confirmés ou définitifs de l'analyse selon la norme NF T90-431 (avril 2006) mettent en évidence une concentration en <i>Legionella pneumophila</i> supérieure ou égale à 100 000 UFC/L.</p> <p>a) Dès réception de ces résultats, l'exploitant en informe immédiatement l'inspection des installations classées par télécopie et par courriel avec la mention « URGENT & IMPORTANT — TOUR AÉRORÉFRIGÉRANTE — DÉPASSEMENT DU SEUIL DE 100 000 UNITÉS FORMANT COLONIES PAR LITRE D'EAU ».</p> <p>Ce document précise :</p> <ul style="list-style-type: none"> — les coordonnées de l'installation ; — la concentration en <i>Legionella pneumophila</i> mesurée et le type de résultat (provisoire confirmé ou définitif) ; — la date du prélèvement ; — les actions curatives et correctives mises en œuvre ou prévues et leurs dates de réalisation. <p>En application de la procédure correspondante, il arrête immédiatement la dispersion via la ou les tours dans des conditions compatibles avec la sécurité du site et de l'outil de production et met en œuvre des actions curatives permettant un abattement rapide de la concentration en <i>Legionella pneumophila</i> dans l'eau, en vue de rétablir une concentration en <i>Legionella pneumophila</i> inférieure à 1 000 UFC/L. Il procède également à la recherche de la ou des causes de dérive et à la mise en place d'actions correctives correspondantes, avant toute remise en service de la dispersion. Les conclusions de cette recherche et la description de ces actions sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>En tout état de cause, l'exploitant s'assure de l'absence de risque de prolifération et de dispersion de légionelles avant toute remise en service de la dispersion.</p> <p>Si la cause de dérive n'est pas identifiée, l'exploitant procède à la révision complète de l'AMR, dans un délai de quinze jours.</p> <p>b) A l'issue de la mise en place de ces actions curatives et correctives, l'exploitant en vérifie l'efficacité, en réalisant un nouveau prélèvement pour analyse de la concentration en <i>Legionella pneumophila</i> selon la norme NF T90-431 (avril 2006). Un délai d'au moins quarante-huit heures et d'au plus une semaine par rapport à la mise en œuvre de ces actions est respecté.</p> <p>c) Dès réception des résultats de ce nouveau prélèvement, ceux-ci sont communiqués à l'inspection des installations classées.</p> <p>Des prélèvements et analyses en <i>Legionella pneumophila</i> selon la norme NF T90-431 (avril 2006) sont ensuite effectués tous les quinze jours pendant trois mois.</p> <p>d) L'AMR, les plans d'entretien et de surveillance sont remis à jour, en prenant en compte le facteur de risque à l'origine de la dérive et en mettant en œuvre les mesures nécessaires à sa gestion.</p>

e) Un rapport global sur l'incident est transmis à l'inspection des installations classées dans les meilleurs délais et en tout état de cause ne dépassant pas deux mois à compter de la date de l'incident, c'est-à-dire la date du prélèvement dont le résultat d'analyse présente un dépassement du seuil de 100 000 UFC/L. Si le dépassement est intervenu dans une situation de cas groupés de légionelloses telle que décrite au point III du présent article, le délai de transmission du rapport est ramené à dix jours. Les plans d'entretien, de surveillance et l'analyse méthodique des risques actualisés sont joints au rapport d'incident, ainsi que la fiche stratégie de traitement définie au point I. Le rapport précise et justifie l'ensemble des actions curatives et correctives mises en œuvre et programmées suite à cet incident ainsi que leur calendrier d'application.

Un exemplaire de ce rapport est annexé au carnet de suivi, tel que défini au point IV du présent article.

Le dépassement est également consigné dans un tableau de suivi des dérives joint au carnet de suivi.

f) Dans les six mois qui suivent l'incident, l'exploitant fait réaliser une vérification de l'installation par un organisme indépendant et compétent, telle que définie au point IV-1 du présent article.

Constats :

La procédure décrivant les actions à mener en cas de concentration en *Legionella pneumophila* supérieure ou égale à 100 000 UFC/L n'est pas complète.

Des actions sont manquantes par rapport aux exigences de la prescription. Notamment :

- L'information de l'inspection,
- La recherche de la ou les causes de dérive et à la mise en place d'actions correctives correspondantes,
- S'assurer de l'absence de risque de prolifération et de dispersion de légionelles avant toute remise en service de la dispersion,
- Procéder à la révision complète de l'AMR, dans un délai de quinze jours si la cause de dérive n'est pas identifiée,
- Réalisation d'un nouveau prélèvement pour analyse de la concentration en *Legionella pneumophila*.

L'exploitant doit transmettre sous 15 jours, à l'inspection, sa procédure complétée.

De plus, la procédure comprend une seconde partie décrivant les actions à réaliser si le circuit ne peut pas être mis à l'arrêt immédiatement. Il est indiqué que ces actions doivent être accomplies jusqu'au jour possible de l'arrêt de la dispersion. L'exploitant ne dispose pas de dérogation à l'arrêt immédiat. Si l'arrêt immédiat de la dispersion n'est pas compatible avec la sécurité du site et de l'outil de production, l'exploitant doit en informer le Préfet et lui soumettre des mesures compensatoires (art 26 II 1 g de l'AM du 14/12/2013).

Dans les documents transmis par l'exploitant, l'inspection note que la procédure d'arrêt immédiat n'apparaît pas.

L'exploitant doit transmettre à l'inspection, sous 15 jours, son positionnement sur l'arrêt immédiat, à savoir, quels sont, sur les 8 circuits, ceux dont la dispersion peut être immédiatement stoppée et fournir en parallèle la procédure ad hoc ; et ceux dont l'arrêt immédiat n'est pas compatible avec la sécurité du site et de l'outil de production. Pour ces derniers, l'exploitant informe le Préfet et lui soumet des mesures compensatoires.

A défaut de réponse de l'exploitant dans le délai imparti, l'inspection se réserve le droit de

proposer des suites administratives.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Consignes d'exploitation - Entretien préventif et surveillance de l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26- I- 3- f
Thème(s) : Risques chroniques, 3. Surveillance de l'installation
<p>Prescription contrôlée : f) Prélèvements et analyses supplémentaires</p> <p>L'inspection des installations classées peut demander à tout moment la réalisation de prélèvements et analyses supplémentaires, y compris en déclenchant un contrôle de façon inopinée, ainsi que l'identification génomique des souches prélevées dans l'installation par le Centre national de référence des légionelles (CNR de Lyon).</p> <p>Ces prélèvements et analyses microbiologiques et physico-chimiques sont réalisés par un laboratoire répondant aux conditions définies au point c, selon les modalités détaillées au point b.</p> <p>Les résultats de ces analyses supplémentaires sont adressés à l'inspection des installations classées par l'exploitant, dès leur réception.</p> <p>L'ensemble des frais des prélèvements et analyses est supporté par l'exploitant.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a mandaté WESSLING pour procéder au contrôle inopiné des eaux des 8 tours. L'inspection est présente lors du contrôle du 11/10/2023.</p> <p>Une anomalie est observée par l'inspection : les points de prélèvements ne sont pas identifiés. L'exploitant, par mail du jour même, dans l'après-midi, transmet les photographies des 8 points de prélèvement clairement identifiés.</p> <p>Le rapport d'analyses des 8 échantillons conclut à la conformité de l'eau des 8 circuits pour le paramètre legionella pneumophila (inférieur à 100 UFC/L).</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet